

Il faut sauver le fret ferroviaire !

Par 25 syndicats, associations et partis politiques

« **IL FAUT** réaménager dans notre pays notre fret ferroviaire, qui a été un échec français il y a une vingtaine d'années et qu'il faut développer. » Voici les mots d'Emmanuel Macron lors de la campagne présidentielle en avril 2022. Face au défi de notre siècle que représente la lutte contre le changement climatique, la question des mobilités et celle du transport de marchandises doivent être revues de fond en comble. Il est temps de sortir des déclarations d'intention et de remettre le fret ferroviaire au cœur de notre économie et de nos modes de vie.

Nous savons que les transports sont responsables de plus de 30 % des émissions de gaz à effet de serre, dont près de 95 % incombent au transport routier de marchandises et voyageurs, en hausse de plus de 39 % depuis 1990. Depuis près de vingt ans, les choix politiques effectués, l'ouverture à la concurrence du fret ferroviaire en 2006 ont eu pour effet de favoriser le transport routier et d'encourager le dumping social au détriment des objectifs écologiques et sociaux. Les opérateurs privés se sont rués sur les parties rentables du fret ferroviaire au détriment de la SNCF, sans créer de nouveaux trafics. La SNCF s'est ainsi vu retirer la possibilité de procéder à une péréquation entre trafics rentables et trafics déficitaires et a dû progressivement abandonner sa vocation de transfert de marchandises de la route vers le rail.

Alors que nous avons besoin d'un outil efficace pour piloter une transition énergétique très exigeante, la

Commission européenne a ouvert une enquête ciblant Fret SNCF et considérant que cette entité a reçu des aides incompatibles de l'État français par rapport aux dogmes libéraux de Bruxelles. Diligentée au nom du prétendu principe de « concurrence libre et non faussée », elle a comme objectif de faire disparaître Fret SNCF avec pour conséquence le transfert de plusieurs milliers de camions supplémentaires par an sur nos routes. En effet, seule la SNCF, opérateur de transport territorial, peut avoir des capacités fédératrices au niveau des territoires, qui sont nécessaires pour massifier les trafics, pérenniser et renouveler l'offre ferroviaire. Un chiffre : un train de 35 wagons, c'est 55 camions de 32 tonnes en moins sur nos routes.

Pour préserver le climat et nos emplois, il faut sortir des logiques libérales et de la soumission du transport de marchandises par rail à l'économie de marché. Face à l'inaction

de l'État, nous ne pouvons laisser faire ce scandale écologique et social ! L'application des règles européennes ne peut pas passer avant l'intérêt commun ; le gouvernement français doit s'opposer à cette épée de Damoclès de l'Union européenne sur Fret SNCF et ses 5 000 cheminotes et cheminots. Rien n'est inéluctable, il est encore temps d'agir ! Collectivement, nous pouvons changer les choses. Des choix s'imposent, à contre-courant des orientations libérales actuelles. Il est temps de passer des mots aux actes concrets. Le fret ferroviaire ne peut

plus être qu'une simple alternative ; il doit être incontournable.

Nous, syndicalistes, cheminot·e·s, usagers, élu·e·s militant·e·s associative·s, appelons l'État français à ne pas sacrifier Fret SNCF sur l'autel de la concurrence. Nous proposons de sortir le fret ferroviaire du marché de la concurrence et de créer un grand service public, unifié et cohérent, de transport ferroviaire et routier de marchandises ; prélever 1 milliard d'euros par an sur les profits réalisés sur les sociétés d'autoroutes pour les investir dans le développement des infrastructures ferroviaires fret ; fixer une écotaxe poids lourds qui concernerait les poids lourds en transit qui refuseraient la solution du report modal, destinée à alimenter un fonds national d'investissement à destination de projets de fret ferroviaire et maritime ; prendre les initiatives législatives visant à développer le fret ferroviaire en imposant le réseau ferré pour le transit routier et en interdisant des nouvelles constructions de zones logistiques si celles-ci ne sont pas embranchées au réseau ferré ; déterminer les orientations nécessaires pour assurer un vivre-ensemble aux êtres humains, compatibles avec les exigences de justice sociale, de protection de l'environnement et d'autonomie des territoires.

L'ensemble des signataires de cette tribune s'engage à faire converger les forces syndicales, politiques et associatives qui veulent organiser démocratiquement une politique alternative des transports vraiment efficace de préservation de l'environnement et de lutte contre le changement climatique, tout en tenant compte des conditions sociales des salarié·e·s. ●

« L'application des règles européennes ne peut pas passer avant l'intérêt commun »

Appel pour s'opposer à la liquidation de Fret SNCF et pour un changement de politique concernant le fret ferroviaire

Les premiers signataires

Fédérations cheminotes :

CGT : Thierry Nier (*Secrétaire Général Adjoint*)
UNSA Ferroviaire : Didier Mathis (*Secrétaire Général*)
SUD-Rail : Erik Meyer (*Secrétaire Fédéral*)
CFDT : Thomas Cavel (*Secrétaire Général*)
FO Cheminots : Philippe Herbeck (*Secrétaire Général*)

Organisations interprofessionnelles :

CGT : Sophie Binet (*Secrétaire Générale confédérale*)
CFE-CGC : François Hommeril (*Président*)
UNSA : Laurent Escure (*Secrétaire Général*)
Union syndicale Solidaires : Murielle Guilbert et Simon Duteil (*Co-délégué-es généraux*)
FSU : Benoit Teste (*Secrétaire Général*)

Confédération Paysanne : Laurence Marandola (*Porte-parole*)

Associations :

Alternatiba : Anthony Yaba (*Porte-parole*)
Attac France : Alice Picard (*Co-porte-parole*)
Convergence Nationale Rail : Didier Le Reste (*Président*)
Coudes à Coudes : Willy Pelletier (*Coordinateur général*)
Dernière Rénovation : Amine (*Référent Partenariats Dernière Rénovation*)
Fondation Copernic : Marie Pierre Vieu et Karl Ghazi (*Co-Présidents*)
Greenpeace France : Jean-François Julliard (*Directeur Général*)
Les Amis de la Terre : Khaled Gaiji (*Président*)
Oxfam France : Cécile Duflot (*Directrice générale*)

Organisations politiques :

Europe Ecologie Les Verts : Marine Tondelier (*Secrétaire nationale*)
Génération S : Arash Saedi (*Coordinateur National*)
La France Insoumise : Mathilde Panot (*Députée et Présidente du groupe parlementaire de la France Insoumise*)
Parti Communiste Français : Fabien Roussel (*Secrétaire nationale*)
Parti Ouvrier Indépendant : Jérôme Legave (*Député*)
Parti Socialiste : Olivier Faure (*Premier Secrétaire*)
NPA : Olivier Besancenot (*Porte-parole*)